



Collectif **S**tratégies **A**limentaires

Rapport d'activité 2008

Boulevard Léopold II, 184 D | 1080 Bruxelles | Belgique

Tél. 02/412 06 60 | Fax 02/412 06 66 | E-Mail : secretariat@csa-be.org

Site Web : <http://www.csa-be.org>

Boulevard Léopold II, 184 D | 1080 Bruxelles | Belgique

Tél. 02/412 06 60 | Fax 02/412 06 66 | E-Mail : secretariat@csa-be.org

Site Web : <http://www.csa-be.org>

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| EVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE..... | 4 |
| VISION..... | 5 |
| STRATÉGIE D’ACTION | 6 |
| PARTENAIRES..... | 9 |
| ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE | 17 |
| RESSOURCES HUMAINES | 29 |
| FINANCEMENT DES ACTIVITÉS..... | 30 |
| COMPTES ANNUELS | 31 |
| GLOSSAIRE DES SIGLES ET SIGNES | 33 |

Evolution du contexte économique et politique

Deux phénomènes majeurs auront marqué l'année 2008. C'est tout d'abord la flambée des prix agricoles et alimentaire amorcé en 2007 qui a marqué le premier semestre de 2008 et ses effets immédiats, relance de l'inflation et perte de pouvoir d'achat qui ont à leur tour suscité des émeutes de la faim.

Ce phénomène a amené beaucoup d'Etats dans les pays en développement à mettre en place des politiques palliatives mais il a aussi provoqué un intérêt renouvelé pour la relance agricole pour l'ensemble de la communauté internationale (5400 participants à la Conférence de haut niveau de la FAO en juin 2008) et des médias (plus de mille journalistes à la même conférence). Le CSA a fourni ses propres analyses de la crise afin de plaider pour l'adoption des mesures les plus appropriées.

Il s'agit en particulier d'expliquer que face au retour de l'insécurité alimentaire, la gestion et la régulation des marchés ont un rôle à jouer contre l'instabilité des prix. Nous avons d'ailleurs rédigé une position commune avec les organisations agricoles wallonnes (FWA, UAW et FJA) expliquant que face au retour de l'insécurité alimentaire, la gestion de l'offre et la régulation des marchés ont un rôle central à jouer contre l'instabilité des prix.

Il conviendra également d'être extrêmement vigilant à la tournure que prendra ce nouveau focus sur l'agriculture. Le transfert massif de technologies sensées accroître la production et les facilités accordées par divers Gouvernements à l'accès au foncier pour de grosses sociétés, risquent de nuire à l'agriculture familiale et à l'environnement (« land grabbing »).

Ce qui aura marqué le second semestre de l'année 2008, c'est la crise bancaire et l'apparition d'opinions qui, en termes de gouvernance financière, s'orientent vers plus de régulation. Cette ouverture pour la régulation n'est malheureusement pas encore transposée dans le domaine agricole, bien au contraire. Dans les faits, la communauté internationale privilégie l'extension de la libéralisation du commerce, sans pour autant analyser les raisons de la crise alimentaire.

La crise bancaire et la récession l'a suivie, risque de reléguer la priorité donnée à la situation alimentaire du début de l'année 2008 et faire place, d'une part à une raréfaction des financements publics et privés et d'autre part voir la mise sur pied de plans de relance dans d'autres secteurs que l'agriculture, assortis d'une tentative de clôturer le Doha round au détriment d'une conception plus favorable à l'agriculture familiale.

Toutefois, les décideurs maintiennent la crise des prix alimentaire dans leurs agendas et la Communauté internationale s'achemine vers une nouvelle architecture de la gouvernance agroalimentaire mondiale (voir la HLTF des Nations-Unies, la réforme du Comité « sécurité alimentaire » de la FAO. Des propositions qui sont souvent (avec des exceptions importantes, comme celles du leader du High Level Task Force (HLTF) des Nations-Unies (NU) et du Rapporteur spécial des NU sur les droits à l'alimentation) à l'opposé de ce que préconisent bien des producteurs, en particulier ceux à l'origine du [processus de Dakar](http://www.dakardeclaration.org/rubrique.php3?id_rubrique=37&recalcul=oui&submit=Recalculer+cette+page)¹ (ayant notamment abouti à la Déclaration de Dakar et de l'appel de Chapecó).

¹ Voir le site qui lui est réservé :

http://www.dakardeclaration.org/rubrique.php3?id_rubrique=37&recalcul=oui&submit=Recalculer+cette+page

Vision

L'agriculture mondiale est en crise : sous rémunération généralisée des produits agricoles « à la ferme », dégradation des ressources naturelles, marginalisation des paysanneries, insécurité alimentaire et paupérisation des zones rurales.

L'exploitation familiale (incluant les exploitations paysannes) constitue de loin la forme la plus répandue d'exploitation et dispose des plus grandes capacités d'adaptation pour faire face aux crises ainsi que pour fournir des emplois, veiller à maintenir et renouveler les ressources naturelles ; mais elle est confrontée partout dans le monde à de nombreux défis vitaux.

L'agriculture familiale est donc une des clés du développement, malheureusement, elle a souffert de désinvestissement dans la plupart des pays du Sud. Sur un autre plan, les politiques agricoles sont de plus en plus dés-instrumentées, ce qui livre les producteurs du Sud et du Nord aux aléas des marchés (et à la position dominante des entreprises en amont et en aval de l'agriculture).

Les politiques agricoles, commerciales ou de coopération qui sont conduites par les pouvoirs publics (Etats et organisations internationales) constituent, selon les cas, des contraintes ou des aides pour le développement des Ruraux. Par exemple, orienter la production agricole vers les exportations ne peut qu'attiser les affrontements Nord-Sud (mais également Sud-Sud et Nord-Nord), du moins si l'ampleur et les effets n'en sont pas négociés de manière équilibrée et maîtrisée. Dans un cas comme dans l'autre, il est indispensable que les parties prenantes s'y impliquent en connaissance de cause.

Les organisations agricoles et paysannes jouent un rôle d'une importance majeure dans le développement des pays pauvres à dominante rurale. Elles assument un rôle de représentation sociale et professionnelle; elles interviennent sur les conditions qui assurent le fonctionnement du système de production et sont actives dans le domaine social (Fonds de calamités, caisses mutuelles, solidarité...).

La structuration des OP à ce niveau doit jouer un rôle moteur dans la gouvernance des politiques agroalimentaires, mais cela nécessite des appuis constants et des relais dans la société civile globale.

Au cours des 10-15 dernières années, de nombreuses organisations de producteurs (OP) se sont développées, lesquelles s'imposent peu à peu comme des partenaires à part entière dans le développement rural et agricole. Après de nombreux efforts de structuration nationale, toujours en cours et encore à consolider, en parallèle à l'intégration régionale et au déplacement des niveaux de décision du national vers le régional, les OP se sont également organisées au niveau régional pour les différentes régions des ACP.

La collaboration permanente avec des organisations paysannes faitières est indispensable pour conduire correctement les actions en termes de gouvernance des politiques agroalimentaires.

Stratégie d'action

Compte tenu de sa vision, le CSA se donne pour mission de contribuer au renforcement des organisations agricoles et au changement des politiques agroalimentaires, car c'est le moyen le plus efficace pour que les exploitations familiales deviennent plus durables.

Il faut pour cela s'appuyer sur une bonne connaissance des situations concrètes des producteurs et une bonne connaissance des systèmes agroalimentaires, en ce y compris les aspects commerciaux (marchés, formation des prix, flux d'échanges et leurs incidences sur le développement de l'agriculture des différents pays). Il faut de surcroît développer une compréhension des contradictions qui peuvent exister entre agriculteurs du nord et du sud, entre agriculteurs du sud (par exemple entre l'Afrique et le Brésil), mais également les nombreux intérêts communs et expériences utiles (extrême complexité des situations, des héritages historiques, des causes multiples de difficultés...). C'est un point essentiel dans la perspective de changements favorables aux alliances et à l'intérêt commun.

Enfin, il est aussi nécessaire que les producteurs ne soient plus isolés, ni géographiquement, ni en tant que groupe social à part. Par nature, le monde rural est à l'écart des centres de décision, des lieux de connaissance, etc. (en ce y compris les grands marchés), qui sont l'apanage de la ville. Certaines villes constituent par ailleurs des lieux clés en ce qu'ils abritent des institutions importantes pour les politiques de développement agricole (Bruxelles en est une (Commission européenne et Parlement européen) avec Genève (OMC, BIT), Rome (FAO, FIDA, PAM), etc.). Il est donc nécessaire que les agriculteurs et les ruraux puissent d'une part avoir accès aux informations et aux institutions et, d'autre part, s'allier entre eux et avec d'autres parties prenantes, telles les ONG de développement, les consommateurs, les environnementalistes, l'industrie de transformation des produits agricoles...

En parallèle, pour parvenir à modifier les perceptions, il faut aussi convaincre les autres parties prenantes, en particulier les associations de consommateurs, de défense de l'environnement et les ONG de développement, de l'importance de l'agriculture familiale et du bien-fondé des analyses et propositions des producteurs agricoles (ce qui est plus facile si ceux-ci ne s'opposent pas et convergent dans les propositions), car ces groupes ont un accès à un large public composé de leurs membres et ont une bonne audience générale. Il s'agit donc de bons médias pour améliorer la perception des enjeux agroalimentaires et des rapports nord-sud auprès d'un large public.

Ces groupes constituent des groupes de pression actifs qui peuvent, soit prendre des positions plus ou moins éloignées de celles des organisations de producteurs et du CSA et convaincre les décideurs dans un autre sens que celui souhaité par les OP et le CSA, soit adopter des positions beaucoup plus proches et les défendre.

La collaboration permanente avec des organisations paysannes faitières est indispensable pour conduire correctement les actions en termes de gouvernance des politiques agroalimentaires.

Objectifs

Les objectifs fondamentaux du CSA sont :

- ◆ Renforcer les capacités des organisations de producteurs dans la gouvernance des politiques agricoles.
- ◆ Orienter la gouvernance des politiques agroalimentaires sur quelques thèmes clés définis avec les partenaires stratégiques.

Il s'agit d'orienter cette gouvernance de manière à ce que les politiques agroalimentaires intègrent la dimension de soutien aux producteurs agricoles (soutien des prix et régulation des marchés, financements) avec une attention particulière à la solidarité entre producteurs (Nord-Sud et entre producteurs), à l'impact sur d'autres parties prenantes de la société civile, à la situation des femmes et sur la durabilité agricole.

Une stratégie d'intervention adaptée aux spécificités du CSA

La stratégie d'intervention du CSA s'appuie sur une approche systémique dans le respect de la complexité, sur une vision en termes de co-développement (nord et sud...), sur un rapport différent avec les organisations de producteurs.

Une approche nord-sud de co-développement

La question agroalimentaire ne se pose pas uniquement au sud, bien au contraire. Il est essentiel de montrer l'interdépendance qui lie le nord et le sud (comme entre des régions du sud). Le CSA fonde sa démarche sur la légitimité du développement tant au nord qu'au sud (il ne s'agit pas de « déshabiller Pierre pour habiller Paul »), ce qui nécessite une compréhension et des ajustements réciproques. Le débat sur l'asymétrie de l'ouverture dans le cadre des APE se conçoit dans cette optique. Le CSA porte la « voix des producteurs du Sud » tout en recherchant le dialogue et l'intérêt commun (ou de chacun).

En pratique, le CSA est donc engagé dans la réforme des politiques agroalimentaires tant au bénéfice du nord que du sud. Il faut dès lors connaître et considérer les options des agriculteurs du nord également et non se contenter de les dénoncer. Les OP du sud, par exemple, ont pris position en faveur de la protection de l'agriculture familiale dans l'Union européenne, contrairement aux campagnes de grosses ONG, et attendent que les agriculteurs belges et européens défendent le soutien de l'agriculture familiale du sud, tant sur les soutiens de prix que sur le financement des investissements (cela passe également par un effort de coopération sur les marchés internationaux, contrepied du dumping).

A l'opposé du slogan, la prise en compte de la complexité

Le monde est complexe, et il serait présomptueux de prétendre tout appréhender. Cependant, toute démarche se doit d'avancer dans la connaissance et d'opter pour une approche suffisamment proche de la réalité. Elle ne peut pas se satisfaire de slogans, ni de mots d'ordre.

Il faut pour cela une bonne connaissance des situations concrètes des producteurs et une bonne connaissance des systèmes agroalimentaires, en ce y compris le système d'échanges (marchés), de formation des prix, des flux d'échanges et leurs incidences sur le développement de l'agriculture des différents pays.

L'approche de la problématique des échanges de lait est exemplative. Au Sénégal, seuls 1/3 de la consommation est produite localement. Ce sont les importations qui permettent d'approvisionner la population pour les autres 2/3 et d'assurer la régularité d'approvisionnement des industries de transformation.

Une majorité d'ONG se contentent de parler de dumping exclusivement, sans montrer les autres éléments de la problématique alors que, pour le CSA, il est important de montrer que l'approvisionnement des consommateurs africains nécessite tant des importations qu'une organisation des collectes dans les zones de production traditionnelles. Dès lors, la protection nécessaire des producteurs contre les importations à bas prix doit se faire de façon séquentielle et en lien avec l'accroissement de la production locale. Mais il y a plusieurs manières d'accéder à ces informations et de les analyser. Pour le CSA, il importe de rentrer dans ce débat avec des organisations de producteurs de lait structurées et impliquées dans le dialogue politique avec leurs États et organisations régionales. C'est le cas du CNCR et du DINFEL (Directoire national des femmes en élevage laitier).

L'implication des producteurs belges et européens participe de la démarche, permettant une analyse contradictoire et la considération effective des difficultés du sud et du nord.

Des thématiques transversales, en prise avec les préoccupations des OP

Si le suivi des relations commerciales liées aux produits agroalimentaires est une priorité du CSA, il veut cependant accentuer le caractère opérationnel en orientant ses actions, en fonction des préoccupations des organisations de producteurs, vers la recherche du renforcement du pouvoir des producteurs dans les filières de production : instruments de régulation, gestion de l'offre, instruments de sauvegarde existants ou à promouvoir (OMC, APE). Le CSA oriente en effet son travail en tenant compte des préoccupations des OP. C'est le cas des négociations des accords de partenariat économiques (APE), pour lesquelles les OP ouest-africaines ont accordé une priorité absolue aux enjeux de la protection et de l'intégration régionale de la zone CEDEAO.

Le CSA veille également à conserver une ouverture thématique suffisante pour pouvoir aborder les questions de manière transversale, évitant les pièges d'une approche de « spécialiste », qui a des effets excluants et une incidence non négligeable sur les orientations.

Thèmes de travail

Cela suppose notamment d'alimenter les organisations de la société civile -en particulier les OPA mais aussi les ONG de différents secteurs - avec les éléments de réflexion et de positionnement sur une série de thèmes qui sont stratégiquement importants pour orienter la gouvernance des politiques agroalimentaires.

Ces quelques thèmes clés, qui ont été définis par un groupe de partenaires stratégiques, sont les suivants :

- ◆ Le pouvoir de marché des producteurs ;
- ◆ la gestion de l'offre et de la régulation des marchés agricoles ;
- ◆ les causes des poussées d'importation ;
- ◆ les instruments de protection disponibles pour faire face aux poussées d'importation : les droits de douanes (ajustables) les produits sensibles et spéciaux, la clause de sauvegarde, les droits antidumping et droits compensateurs... ;
- ◆ les politiques de structure (défense de l'agriculture familiale sur différents aspects tels que le statut social des producteurs, la définition de l'agriculture familiale, les programmes d'investissements, les achats institutionnels...);
- ◆ les processus d'intégration régionale dans diverses régions du monde (Europe, Afrique, Amérique latine).

Partenaires

Un « partenariat stratégique »

Le CSA base son action sur un « partenariat stratégique » avec un groupe d'organisations de producteurs avec lesquelles le CSA a un lien très régulier et solide. C'est ce groupe qui confère au CSA un puissant ancrage social, concrétisé par la proximité avec ces organisations agricoles qui représentent les producteurs. Le choix du CSA s'est porté sur un ancrage conjoint au sud et au nord. Ce choix lui permet d'instaurer un dialogue nord-sud qui est au cœur de ses activités.

Ce groupe constitue un partenariat « stratégique » parce que c'est ce partenariat qui permet de valider et de consolider la pertinence des analyses, des choix et des orientations de ce qui est d'une part défendu dans la sensibilisation et le plaidoyer et d'autre parts renforcé pour les organisations agricoles.

Cela signifie que les OP du groupe sont impliquées dans la grande majorité des activités, dont elles bénéficient en même temps qu'elles y jouent un rôle fondamental en direction des autres groupes cibles ou bénéficiaires, à savoir les organisations de la société civile, leurs membres, le monde politique et les organisations agricoles.

Il est stratégique, enfin, parce que ces organisations de producteurs ont un effet d'entraînement, comme l'a bien montré le processus de Dakar qui a contribué au rapprochement des positions de nombreuses organisations.

Les partenaires stratégiques sont la Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA), l'Union des Agricultrices Wallonnes (UAW), la Fédération des Jeunes Agriculteurs (FJA), le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR –Sénégal) et le Réseau des Organisations paysannes et de Producteurs agricoles (ROPPA-Afrique de l'Ouest), la Fédération de l'Agriculture familiale (FETRAF-SUL/CUT - Brésil).

Partenaires du CSA

En Belgique

Fédération wallonne de l'agriculture - FWA (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la défense des intérêts des producteurs wallons.

Directeur : Yvan Hayez, depuis le mois de juin 2009, en remplacement de Jean-Pierre Champagne.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation: 1985.

La FWA est structurée sur base des membres organisés en sections locales. Chaque section locale désigne ses délégués à la section régionale. Le Comité directeur de la FWA est composé de 20 membres issus des 5 provinces. Il fixe la ligne syndicale de la FWA, sur base des informations qui lui sont proposées par les conseillers du service d'étude et sur base des réflexions et des propositions de 4 commissions spécialisées.

La FWA est reconnue par les autorités publiques belges en tant que représentant de la majorité des agriculteurs wallons. Elle est membre du COPA (qui regroupe les OPA européennes) et peut dès lors avoir des effets d'entraînement sur ces autres organisations européennes.

Adresse: Chaussée de Namur, 47. 5030 Gembloux.

Tél : +32(0)81 600060

Courriel: fwa@fwa.be et yvan.hayez@fwa.be

Union des agricultrices wallonnes - UAW

(Organisations associée à la FWA)

Son activité centrale spécifique est la défense des intérêts des agricultrices wallonnes.

Présidente (2009) : Anne-Marie Tasiaux.

L'organisation est intégrée à la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA).

Née en 2000 de la fusion des Unions Professionnelles Agricoles Féminines et de l'Alliance Agricoles Féminines, toutes deux créées à la fin des années 60, l'UAW regroupe des agricultrices et des femmes rurales qui partagent un même souci de défendre une certaine idée de l'agriculture et du milieu rural. Elle est composée, à la base, d'une quarantaine de sections qui élisent des agricultrices pour les représenter aux niveaux provincial et wallon. L'UAW a pour objet la promotion et la défense des intérêts des agricultrices et des femmes rurales par une animation et une formation continue dans les domaines visant leur participation active à la vie sociale, culturelle et économique. Le premier souci de l'UAW est le maintien d'une agriculture familiale, ce qui implique une rentabilité suffisante d'exploitations familiales. Pour atteindre cet objectif, l'UAW collabore avec la FWA et la FJA pour défendre des revendications communes. L'UAW s'est aussi engagée pour assurer aux agricultrices un statut social, juridique et économique digne des engagements qu'elles prennent dans les exploitations. Remarquons que le partenariat stratégique avec l'UAW permet au CSA, tout en respectant son souci de ne pas se substituer aux acteurs sociaux, d'incorporer les préoccupations de genre dans la gouvernance des politiques.

Courriel: uaw@fwa.be

Fédération des jeunes agriculteurs wallons - FJA

(Organisations associées à la FWA)

Son activité centrale spécifique est la défense des intérêts des jeunes agriculteurs wallons.

Président (2008) : Stéphane Pierrard.

L'organisation est intégrée à la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA).

La Fédération est née du rapprochement de différents mouvements: les "Jeunes Alliances Paysannes" (1927), le "Service Professionnel de la Jeunesse Agricole" (1948) et le Service Professionnel de la Jeunesse Agricole Féminine" (1958).

La nouvelle organisation des jeunes agriculteurs a vu le jour, tout comme la FWA, le 1er janvier 2001.

Remarquons que le partenariat stratégique avec la FJA nous aide, tout en respectant notre souci de ne pas nous substituer aux acteurs sociaux, à incorporer les préoccupations de jeunes dans la gouvernance des politiques.

La FJA participe aussi depuis plus de 20 ans aux activités du CSA et de la PFSA (auparavant CPAQ).

Plus particulièrement le CSA s'est fortement engagé dans l'appui à la mise en place d'un cursus de formation des jeunes leaders des FJA sur la question des politiques agricoles et de leur dimension internationale. Ce programme de formation, intitulé Forja s'appuie sur des échanges avec des expériences similaires pratiquées par les partenaires stratégiques du CSA au Sénégal et au Brésil.

Courriel: fja@fwa.be et olivier.plunus@fwa.be

Confédération Belge des Betteraviers - CBB (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la défense des intérêts des producteurs de betteraves belges.

Secrétaire Général: Jean-François Sneessens. Date de 1^{er} contact avec l'organisation: 1995.

La collaboration avec la CBB est d'abord liée à la collaboration avec son secrétaire général autour des questions de commerce international. Jean-François Sneessens est en effet également professeur à l'Université catholique de Louvain –la-Neuve et ses idées avaient été remarquées et primées (par l'UCL) lors de l'édition du « manifeste de la saint Hubert ». Depuis lors la collaboration a été poursuivie et renforcée entre le CSA et la CBB, notamment à l'occasion de la réforme européenne du secteur sucrier.

Adresse: Bld Anspach, 111/10, 1080 Bruxelles

Courriel: jeanfrancois.sneessens@cbb.be

Plate-forme Souveraineté Alimentaire – PFSA (association de fait)

Son activité centrale spécifique est de coordonner les organisations belges francophones de différents secteurs (ONG de développement, de défense de l'environnement, de défense des consommateurs, de producteurs agricoles et de développement rural) sur les questions alimentaires.

Elle a été fondée par le CSA à la fin des années nonante, mais était précédée par une autre structure, ayant des objectifs comparables, la Coalition pour une agriculture de qualité (CPAQ), qui elle aussi avait été créée par le CSA.

Lorsque la gestion administrative de la PFSA a été confiée au CNCD, le CSA pu limiter son investissement dans la PFSA et a pu dégager du temps pour renforcer son input thématique dans la PFSA et dans d'autres réseaux.

Responsable: Stephan Desgain (CNCD). Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 1989 (le CSA a été à la base de la création de la PFSA et de l'organisation qui l'a précédée : CPAQ)

Adresse: Quai du Commerce, 9 1000 Bruxelles

Courriel: stephane.desgain@cncd.be

Oxfam Solidarité. Statut juridique (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la coopération au développement

Responsable: Thierry Kesteloot Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 1984

Adresse: Rue des Quatre Vents, 60, 1080 Bruxelles

Courriel: thierry.kesteloot@oxfamsol.be

SOS Faim Belgique Statut juridique (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la coopération au développement

Responsable: Fredy Destrait Date de 1^{er} contact avec l'ONG: 1984

Adresse: Rue au Laines, 1060 Bruxelles

Courriel: fdestrait@sosfam.be

Vredeseilanden (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la coopération au développement (basée en Flandre)

Directeur : Jan Aertsen.

Date de 1er contact avec l'organisation : 1995 (avec Coopibo qui précédait Vredeseilanden)

Adresse: Blijde Inkomststraat 50, 3000 Leuven

Courriel: gert.engelen@vredeseilanden.be

En Italie

Terra Nuova

Centro per il Volontariato. Statut juridique : ASBL

Activité centrale spécifique : coopération au développement

Responsable: Caterina Imbastari. Date de 1er contact avec l'organisation : 2000

Adresse: Via Vigna dei Fabbri 39, 00179, Rome, Italie

Courriel : info@terranuova.org

Consortium italien Terra Nuova – Centro Internazionale Crocevia - CIC (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la coopération au développement (basée en Italie).

Responsable: Caterina Imbastari. Date de 1er contact avec l'organisation : 2000

Adresse: Via Vigna dei Fabbri 39, 00179, Rome, Italie

Courriel : info@terranuova.org

Europe

Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement – CONCORD (AISBL)

Son activité centrale spécifique est la coordination des ONG européennes de développement.

CONCORD a remplacé le Comité de liaison des ONG européennes (CLONG).

Le CSA s'était impliqué dans le passé auprès du CLONG dans la plate-forme nationale (représentation des ONGD francophones de Belgique) et, dès 1986, dans le groupe de travail sur la sécurité alimentaire.

Au moment de la création de CONCORD, le CSA a de nouveau participé dans le groupe de travail sur la sécurité alimentaire de CONCORD, qui reste le plus pertinent par rapport aux activités du CSA.

Directeur: Olivier Consolo. Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 2003 (création).

Adresse: Square Ambiorix, 10, 1000 Bruxelles

Courriel : oconsolo@concordeurope.org

Conseil national de concertation et de coopération des Ruraux - CNCR (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la défense des intérêts des producteurs du Sénégal. Il a pour objectifs de :

- ◆ Favoriser le dialogue, la réflexion en commun et le partage des expériences autour de questions majeures et essentielles du développement rural en vue de renforcer l'unité des mouvements et fédérations d'associations paysannes. ;
- ◆ assurer une bonne représentation de l'identité paysanne et du point de vue des producteurs sur les questions de développement, auprès de l'Etat et des partenaires extérieurs ou intérieurs ;
- ◆ contribuer à la promotion et au développement durable des exploitations familiales.

Quatre principes directeurs ont permis au CNCR de définir son cadre d'intervention :

- ◆ La reconnaissance de l'autorité de l'Etat pour la définition des politiques agricoles ;
- ◆ l'acceptation de l'intégrité et de l'autonomie des fédérations membres ;
- ◆ la reconnaissance de l'existence d'autres acteurs dans l'arène du développement rural ;
- ◆ le fait pour les ruraux d'assumer leur destinée.

C'est le 17 mars 1993 que neuf fédérations (associations paysannes, coopératives agricoles, horticulteurs, femmes, pêcheurs, éleveurs, coopératives d'éleveurs, d'exploitants forestiers) ont créé le CNCR. Ce faisant le CNCR ambitionne la représentation des producteurs et le leadership dans les négociations des affaires intéressant le développement rural. Actuellement le CNCR regroupe 23 fédérations nationales.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 1993 (création)

Responsable: Samba Gueye.

Adresse: 8, Bld de l'Est x rue 2 bis, Point E, Dakar

Courriel: cncr@cncr.org

Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest – ROPPA

Son activité centrale spécifique est la coordination et la représentation des organisations nationales paysannes et de producteurs agricoles au niveau de la région Afrique de l'Ouest.

Le ROPPA est une initiative propre aux organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest. Le ROPPA a formellement été fondé en juillet 2000. C'est un réseau qui ne regroupe que des organisations paysannes et de producteurs agricoles. Le ROPPA souhaite promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne performante et durable au service des exploitations familiales et des producteurs agricoles. Il permet également d'assurer la représentation des organisations paysannes et de producteurs agricoles aux niveaux sous-régional, régional et international.

Le ROPPA est présent au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte-d'Ivoire, en Guinée, en Guinée-Bissau, en Gambie, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Il reste ouvert aux autres pays de la région d'Afrique de l'Ouest.

Président : Ndiogou Fall

Président d'honneur : Mamadou Cissokho.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 1994 (création)

Courriel : roppa@roppa-ao.org et mohamadou.magha@roppa-ao.org

East African Farmers Federation - EAFF (organisation apex sans but lucratif)

Son activité centrale spécifique est la coordination et représentation des organisations nationales paysannes au niveau de l'Afrique de l'Est.

C'est un réseau des organisations paysannes en Afrique de l'Est. La fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est a été formée en 2001.

Son rôle est d'exprimer les préoccupations et intérêts légitimes des agriculteurs de la région dans le but d'augmenter la cohésion régionale et d'améliorer le statut socio-économique des agriculteurs. La fédération essaiera également de favoriser l'intégration régionale des agriculteurs notamment par le commerce.

Enfin, elle permet la représentation des agriculteurs au niveau régional et international.

Aujourd'hui, EAFF a des organisations membres au Burundi, Rwanda, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, Tanzanie, et Erythrée. Elle reste ouverte à d'autres pays de la région.

Responsable: Philip Kiriro.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 2000

Adresse : PO Box 13747 – 00800 - Westlands, Nairobi- Kenya

Courriel : e_eaff@yahoo.com et info@eaffu.org

Au Brésil

Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar – FETRAF-SUD/CUT (ASBL)

Son activité centrale spécifique est la défense des intérêts des producteurs familiaux du Brésil. C'est la plus organisée des Fédérations de l'Agriculture Familiale. L'organisation est régionale et comprend les 3 Etats du Sud du Brésil. Elle a été créée en 2001. Elle compte 106.000 membres affiliés qui représentent environ 300.000 familles. Aujourd'hui, la FETRAF-SUD est en plein processus de fédération avec les organisations de l'agriculture familiale des autres régions du Brésil. En effet, des Fédérations de l'Agriculture Familiale ont déjà été fondées dans les Etats de São Paulo, Mato Grosso do Sul, Piauí, Ceará, Pernambuco, Bahia, Paraíba et Rio Grande do Norte, Distrito Federal e Entorno, Minas Gerais, Maranhão, Pará, Goiás, Mato Grosso, Amazonas, Paraíba, Alagoas, Tocantins e Sergipe. En novembre 2005, la FETRAF-BRESIL a organisé dans la capitale de Brasília son premier congrès national qui a réuni 1500 délégués des différentes régions du pays. Malgré cette histoire récente, la FETRAF bénéficie déjà d'une grande légitimité vis-à-vis des agriculteurs familiaux et a acquis une certaine respectabilité par rapport aux pouvoirs publics.

Remarquons que le choix de la FETRAF comme OP stratégique au Sud repose aussi sur sa capacité à défendre efficacement les intérêts des familles rurales les plus démunies, des femmes et des jeunes ainsi que de l'importance que cette organisation accorde aux femmes et aux jeunes dans son fonctionnement interne et dans les thématiques traitées. Le CSA a saisi cette opportunité pour orienter les échanges sur les problématiques du genre et des jeunes entre OP du Brésil et africaines.

La FETRAF bénéficie d'une forte crédibilité et reconnaissance de la part du Gouvernement Brésilien. Par ailleurs elle est capable d'un effet d'entraînement sur les autres organisations de l'agriculture familiale du Mercosur. Ce sont d'ailleurs les jeunes de la FETRAF qui coordonne le collectif des jeunes agriculteurs du Mercosur.

Remarque

La FETRAF, comme la plupart des organisations agricoles brésiliennes, a été frappée par la remise en cause, par le pouvoir judiciaire, des programmes publics du gouvernement Lula en faveur des syndicats agricoles. Une commission d'enquête a bloqué la plupart des projets, touchant les programmes de formation destinés aux jeunes de la FETRAF. La plupart des activités et rencontres ont été postposées. Il s'en est suivi une restructuration et un changement des cadres de la FETRAF.

Responsable: Altemir Tortelli.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 2003.

Adresse : Rua Clevelandia, 315D Centro, Chapeco-SC

Courriel: fetraf@fetraf.org.br et fetraf-sul@desbrava.com.br

En Asie

The Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development or AFA

The Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development or AFA est une alliance régionale composée de 9 fédérations nationales d'organisations agricoles. L'Afa a été mise en place en Mai 2002 dans 8 pays du Sud Est asiatique et représente près de 10 millions d'agriculteurs.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 2005

Responsable: Ms Estrella A. Penunia, Secrétaire Général

Adresse : rm. 206, Partnership Center, 59 c. Salvador St., Loyola Heights, Quezon City, Philippines

Courriel : afaesther@asianfarmers.org

Site Web : www.asianfarmers.org

AsiaDHRRA (Development of Human Resources in Rural Asia)

AsiaDHRRA (Development of Human Resources in Rural Asia) est un partenariat régional de 11 réseaux de développement social dans 10 pays d'Asie qui ont une vision d'un développement des communautés rurales d'Asie qui est juste, libre et prospère, vivant en paix et travaillant en solidarité pour une plus grande autonomie.

Date de 1^{er} contact avec l'organisation : 2005

Responsable: Ms. Marlene Ramirez, Secrétaire Général

Adresse : 2nd flr Partnership Center

Courriel : asiadhrra@asiadhrra.org C. Salvador St. Loyola Hts, 1108 Quezon City, Philippines

Site Web : <http://asiadhrra.org>

International

Agricord

AgriCord est un réseau d'agri-agences, lesquelles sont des ONG dédiées au renforcement des organisations agricoles et rurales et qui ont des liens structurels avec les organisations agricoles dans leurs pays d'origine. Les organisations agricoles en lien avec les agri-agences peuvent être des syndicats agricoles mais aussi des associations d'agricultrices, de jeunes, des coopératives,....

Date de 1er contact avec l'organisation : 2000

Responsable: Ignace Coussement, directeur

Adresse : Minderbroederstraat 8, 3000 Leuven

Courriel : info@agricord.org

Site Web : www.agricord.org

Comité International de Planification de la société civile auprès de la FAO - CIP

CIP est une association de fait basée en Italie. Sa mission est d'organiser la structuration des réseaux d'organisations intéressées aux questions traitées à la FAO et de permettre le suivi international du Sommet et de la sécurité alimentaire. Il doit « faciliter » la participation des organisations de la société civile et des ONG au travail en relation avec la FAO et concernant d'autres questions relatives à l'alimentation et l'agriculture. Dès lors il n'est pas habilité à « parler au nom » des organisations dont il facilite la participation, mais doit plutôt leur donner la parole et coordonner leur expression.

Le CSA est impliqué dans le CIP et dans les structures qui l'ont précédé depuis la première édition du Sommet Mondial de l'Alimentation (1996). Il a été mis en place dans le cadre de la préparation au « Sommet Mondial de l'alimentation ; cinq ans » après qui s'est tenu en 2002 à Rome.

Il est structuré en veillant à ce que soient représentés différentes composantes : géographiques, sectorielles et thématiques.

Le CSA est impliqué au niveau mondial en y exerçant la fonction de point focal géographique pour la Région européenne. C'est à ce titre qu'il a participé aux Conférences et Consultations (FAO-société civile) régionales pour l'Europe depuis 1996 (Tel Aviv) jusqu'en 2008 (Innsbruck).

Le site du CIP est le suivant : <http://www.foodsovereignty.org/new>

Président : Antonio Onorati. Téléphone: +39/ 340 82 19 456

Courriel: lo@foodsovereignty.org

Pays principaux dans lesquels les partenaires ou le CSA interviennent :

Le CSA est actif avec ses partenaires en Belgique, et d'autres pays européens.

Les partenaires du CSA sont établis dans les pays et régions suivants : le Sénégal, le Niger, le Mali, la CEDEAO et d'autres « régions » d'Afrique, le Brésil, l'Asean.

Activités mises en œuvre

Les activités conduites par le CSA sont basées sur un partenariat solide avec les organisations agricoles belges, les organisations agricoles du sud et leurs réseaux internationaux. Elles ont pour objet de renforcer les liens entre les organisations agricoles du nord et du sud, de renforcer les organisations agricole du sud. Au travers de ce partenariat le CSA met également en œuvre des activités de plaidoyer, d'une part en faveur des organisations agricole du sud dont la reconnaissance et surtout l'appui par les coopérations ne va pas de soi. D'autre part, ces actions de plaidoyer sont destinées à créer des conditions politiques favorables à l'agriculture familiale et à la sécurité alimentaire de toutes les populations. Nous restons convaincus que l'enjeu alimentaire est indissociable du soutien des exploitations familiales.

Nous avons classé ces activités par approche des « publics-bénéficiaires », mais il ne faut pas perdre de vue que ces types d'activités sont reliés entre eux et œuvrent en synergie. Par exemple, nous pouvons faciliter l'accès d'organisation agricoles du sud aux institutions européennes et lors de la même mission organiser un séminaire et encore organiser des entrevues entre ces organisations et les organisations agricoles belges, sachant qu'in fine, l'idéal est de voir les organisations agricoles du nord et du sud plaider ensemble.

Séminaires et d'événement

Sur les dossiers agroalimentaires, le Collectif Stratégies Alimentaires s'adresse plus directement aux associations et institutions. C'est la raison pour laquelle il privilégie de communiquer au travers des événements impliquant un public ciblés, généralement membre ou employé par des organisations agricoles, les ONG et les institutions nationale et internationales. Le CSA organise pour cela des séminaires, side events en marge des grandes conférences internationales. Il défend, partage et propose aussi sur ces dossiers dans de nombreux événement organisés par d'autres structures, multipliant ainsi son audience.

Organisation de séminaires et d'événement

- ◆ En coalition, avec la Coalition contre la faim deux tables rondes et un colloque ont été organisés:
 - - 17 janvier (Parlement) : « L'agriculture au sein des institutions financières internationales : quel rôle pour la Belgique ? » ;
 - - 14 février (Parlement) : "Cohérence des politiques touchant à l'agriculture des pays du Sud" ;
 - - 19 mars (Palais d'Egmont) : Colloque de clôture du cycle 2007-2008 pour présenter les conclusions des tables rondes et débattre de la position belge sur le rapport 2008 de la Banque Mondiale « L'Agriculture au service du développement ».
- ◆ Le CSA a participé les 28 et 29 janvier à Genève au Comité préparatoire de la CNUCED XII, afin de préparer la participation des OP à la rencontre d'Accra, de préparer, avec le représentant des OP canadiennes (GO5), un évènement parallèle à la réunion d'Accra, de recueillir l'information sur les enjeux de cette conférence. A Genève, le CSA a établi pour les réseaux d'OP les contacts nécessaires à l'organisation de l'atelier avec les responsables de la CNUCED ainsi qu'avec le comité d'organisation de la société civile ghanéenne en charge de l'organisation pratique des évènements parallèles.

- ◆ Le CSA a co organisé avec la PFSA un séminaire européen sur le bilan de santé de la PAC du 12 juin 2008. Une centaine de participants de divers pays européens ont pris part au séminaire <http://www.csa-be.org/spip.php?article265>
- ◆ Le CSA a contribué à organiser le Congrès sur l'intégration régionale dans l'UE et les régions d'Afrique tenu à Rome (Citta del Altra Economia) le 10 octobre : « Les exploitations familiales répondent à la crise alimentaire. Quelle écoute des politiques agricoles ? Un dialogue entre les acteurs et les institutions ». Le CSA a notamment permis au représentant de la FWA (O. Plunus) d'intervenir durant le séminaire sur l'expérience européenne.
- ◆ Le CSA a co-organisé, avec Coordination Sud, dans le cadre de la présidence française de l'UE, un séminaire international sur la «Relance des agricultures familiales du Sud et politiques européennes», tenu le mardi 16 septembre à Paris (Maison de l'Europe). Intervention à Paris de Ndiogou Fall et de Philip Kiriro. Avec une présence importante des ONG françaises et européennes et de la Coopération française.
- ◆ Un plaidoyer politique de la Coalition Contre la Faim présenté au parlement Fédéral lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation de 2008. <http://www.pfsa.be/spip.php?article383> . Cette activité a eu une répercussion importante dans les médias, tant dans la presse écrite, qu'à la télévision (RTBF et Canal C) ou à la radio (RTBF). Le CSA agit dans ce contexte en tant qu'un des acteurs de la coalition contre la faim.

La participation à des séminaires et Evénements

- ◆ Conférence annuelle sur la politique laitière de la Fédération des producteurs laitiers du Canada (Ottawa, 4-8 février). Le thème de la conférence était la souveraineté alimentaire.
- ◆ Consultation de la FAO sur le changement climatique (Rome, 15-16 février).
- ◆ Forum sur l'alimentation, le commerce et l'agriculture, organisé par CONCORD du 10 au 11 mars. Le CSA a présenté d'une part, les enjeux de l'adoption des mesures du bilan de santé de la PAC par l'UE, et d'autre part, les enjeux de la rencontre de haut niveau de la FAO sur la crise alimentaire. Par ailleurs le CSA a donné une formation préalable sur la PAC à une partie des participants au Forum.
- ◆ Rencontre des réseaux régionaux d'organisations paysannes d'Afrique (ROPPA, SACAU, EAFF, PROPAC), tenue à Addis Abeba (Ethiopie), du 21 au 23 mai 2008. Le CSA y <http://www.csa-be.org/spip.php?article269>.
- ◆ Conférence régionale de la FAO à Innsbruck du 25 au 27 juin, où ont été présentées les conclusions de la consultation de la société civile.
- ◆ Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome, du 3 au 5 juin 2008. <http://www.csa-be.org/spip.php?rubrique35>.
- ◆ Forum parallèle à la Conférence gouvernementale de la FAO « Terra Preta », Rome, 1er au 4 juin 2008 <http://www.csa-be.org/spip.php?article303>
- ◆ Briefings sur le développement à Bruxelles organisé par le CTA: les 03 février, 16 avril, 02 juillet et 16 octobre.
- ◆ Forum Paysan du FIDA et au Conseil des Gouverneur du Fida à Rome (10-15 février).
- ◆ Comité pour la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (Rome, septembre) Contribution du CSA au texte de position sur la réforme de la FAO.
- ◆ Consultation multi-parties organisée par le Rapporteur spécial des NU pour le droit à l'alimentation sur les défis de la révolution verte en Afrique (Luxembourg, 15-16 décembre).
- ◆ Journée d'étude de la plate-forme belge de CONCORD « L'Europe au coin de ma rue » (Bruxelles, 21 novembre).

- ◆ « Rassemblement pour une agriculture et une alimentation vraiment durable » en marge du Conseil agricole informel de l'UE (Annecy du 19 au 23 septembre) organisé par la Confédération paysanne.
- ◆ Journée sur la souveraineté alimentaire à la Fondation Universitaire luxembourgeoise - FUL (Arlon, 14 février).
- ◆ Conférence sur la PAC sur invitation du MOC, par D VDS (Arlon 16 décembre)
- ◆ Réunion de travail avec Solidarité socialiste sur les agrocarburants le 19 mars.
- ◆ Séminaire européen « Towards a sustainable and fair European food and agricultural policy in 2013 » dans le cadre de la présidence française de l'UE, organisé par le groupe PAC 2013 (Paris, 11-12 décembre).

Dans les médias

Sur les dossiers agroalimentaires, le Collectif Stratégies Alimentaires s'adresse plus directement aux associations et institutions. C'est la raison pour laquelle il privilégie de communiquer au travers de l'organisation de séminaires et un travail de réseautage. Néanmoins, d'autres médias sont également utilisés pour diffuser ses analyses et propositions. Nous classons dans cette partie les publications, les rapports avec la presse écrite et audiovisuelles et notre présence sur internet.

Articles et documents

- ◆ Une position sur la crise des prix alimentaires, intitulée « La crise des prix alimentaires appelle à une autre gouvernance de l'agriculture » rédigé avec la FWA, la FJA, l'UAW .
- ◆ Carte blanche « La crise alimentaire, crise de l'agriculture, crise de gouvernance » par Alex Danau. Publiée dans Le Soir du 4 juin en ouverture Conférence de la FAO.
- ◆ Publication conjointe du CSA, de la FWA, de l'UAW et des FJA d'une Opinion « Une autre gouvernance de l'agriculture » en page Débats dans La Libre Belgique par du 4 juin en ouverture Conférence de la FAO.
- ◆ Publication intitulée « Impact de la libéralisation et rôle des marchés dans la réforme agricole », par D Van Der Steen, présenté à la Table ronde « The challenges facing the Green Revolution in Africa » tenue à Luxembourg les 15-16 décembre 2008 sous l'égide du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation auprès des Nations Unies. Bruxelles, Collectif Stratégies Alimentaires, 2008, 18 pages.
- ◆ Problématique de la crise des prix alimentaires : symptômes, causes, remèdes et politiques pour le futur (document provisoire, par Daniel Van Der Steen). Bruxelles, CSA, septembre 2008, 39 p.
- ◆ Contributions d'Alex Danau (CSA) et de Jean-François Sneessens (CBB-CSA) au livre "Nourrir la Planète. Comprendre la souveraineté alimentaire " écrit par les membres de la PFSA, en collaboration avec Marcel Mazoyer.
- ◆ Un argumentaire sur la gestion de l'offre a été produit par le groupe lait sur base d'un document préparatoire du CSA.
- ◆ L'agriculture belge en évolution et l'Union européenne, sur l'expérience européenne d'intégration régionale par l'agriculture: Ce Document, rédigé par le CSA s'insère dans une collaboration menée avec d'une part des ONG européennes (Italiennes, Anglaises et Hongroises) mais aussi avec les réseaux d'OP ROPPA, EAFF et Propac. www.csa-be.org/spip.php?article470

Couverture médiatique :

- ◆ Interviews (à Bruxelles) de Marek Poznanski pour le JT de 13h de la RTBF et de TV5 le 3 juin en ouverture de la Conférence de haut niveau (CHN) de la FAO.
- ◆ Interview (à Rome) de Ndiogou Fall (ROPPA) et D. Van Der Steen (CSA) pour le JP de 13 :00 de la RTBF du 4 juin durant la CHN de la FAO.

- ◆ Interview (à Rome) de D. Van Der Steen (CSA) par divers quotidiens, notamment « Libération » au cours de la CHN (4 juin) sur l'avis des ONG sur la déclaration officielle en discussion.
- ◆ Interview, le 6 juin 2008, d'Alex Danau à Rome, par divers quotidiens et équipes de télévision de divers pays au cours d'une action de symbolique lors la Conférence de la FAO (mercredi 04 juin) sur la position des ONG par rapport à la déclaration officielle en discussion
- ◆ Publication d'une carte blanche « La crise alimentaire, crise de l'agriculture, crise de gouvernance » d'A. Danau dans Le Soir du 4 juin durant la CHN de la FAO.
- ◆ Publication d'un article « Une autre gouvernance de l'agriculture » en page Débats de la Libre Belgique du 4 juin 2008 (Publication conjointe CSA-FWA-UAW-FJA)
- ◆ Diffusion sur la RTBF (en mai 2008) du reportage d'Anne Martinov sur l'agriculture paysanne et la FETRAF au Brésil, réalisé en 2007 avec l'appui du CSA.
- ◆ Diffusion sur TV5, début 2008, de l'interview de M. Cissokho par Olga Baillif, pour « Franc Parler ».

Présence sur le web

Une nouvelle version du site du CSA, complètement refaçonée a été mis en ligne début juin, juste avant le sommet de la FAO.

La tenue d'un blog depuis les événements auxquels participe le CSA (Sommet de la FAO à Rome, auditions au Parlement belge et européen, consultations de la FAO à Innsbruck...)

C'est 138 documents bibliographiques ciblés sur nos thématiques qui ont été mis en ligne en 2008.

Les nouvelles publications sont diffusées par mail à un bon millier de personnes.

La fréquentation est en hausse : de 4500 visite par mois (150 visites par jours)

Améliorer l'accès des organisations agricoles du sud aux institutions et aux décideurs

Le travail du CSA dans soutien des OP dans leur plaidoyer vis-à-vis des décideurs consiste à l'accompagnement direct des organisations paysannes dans les entrevues et traiter les dossiers, mais il comprend également un important soutien logistique pour que les missions puissent se réaliser. C'est un travail important que le CSA fourni pour améliorer l'accès des organisations paysannes aux institutions et aux décideurs.

En 2008, il a été organisé pour les représentants d'OP 22 missions avec plus de 53 réunions importantes avec les institutions et organisations européennes et ACP basées à Bruxelles sur les questions liées aux politiques agricoles et commerciales et sur les instruments de coopération de l'UE. Ces réunions ont impliqué d'une part des décideurs institutionnels (fonctionnaires, parlementaires), mais aussi des responsables d'ONG ou d'OPA.

Liste chronologique des missions préparées, coordonnées et suivie par le CSA :

- ◆ 15/02 : Mission de Renwick Rose, Coordinateur de WINFA
- ◆ 18/02 au 20/02 : Mission de Marcos Rochinski, Secrétaire Général de la FETRAF
- ◆ 28/02 et 29/02 : Mission de Samba Gueye, président du CNCR
- ◆ 06/03 Mission de Philip Kiriro, président d'EAFB
- ◆ 19 /03et 20/03 Mission de Mamadou Cissokho, président d'honneur de ROPPA

- ◆ 17/04 Mission de Philip Kiriro, président d'EAFF
- ◆ 04/07 Mission de Ndiogou Fall, président du ROPP
- ◆ 14/07 Mission de Mamadou Cissokho, président d'honneur du ROPPA
- ◆ 16/09 et 17/09 Mission de Ndiogou Fall et Philip Kiriro à Paris
- ◆ 28/09 au 01/10 Mission de Marek Poznanski (CSA), Babacar Ndao (ROPPA), Stephen Muchiri (EAFF) à Accra
- ◆ 13/10 au 16/10: Mission de Renwick Rose, Coordinateur de WINFA à Rome et à Bruxelles
- ◆ 16/10 Mission de Mamadou Cissokho, président d'honneur du ROPPA
- ◆ 18/10 au 23/10 Mission de Mamadou Cissokho, président d'honneur du ROPPA au Mozambique
- ◆ 24/10 au 27/10 Mission de Mamadou Cissokho, président d'honneur du ROPPA
- ◆ 28/10 au 31/10 Mission de Mamadou Cissokho, président d'honneur de ROPPA à Rome
- ◆ 03/11 et 04/11 : Mission Samba Gueye, président CNCR
- ◆ 26/11 au 28/11 : Mission de Mamadou Cissokho, Marek Poznanski et Yves Somville à l'atelier de l'E AFF à Kigali
- ◆ 01/12 au 06/12 Mission de Estrella A. Penunia (AFA) et Marlene Ramirez (AsiaDHRRA)
- ◆ 08/12 Mission de Ndiogou Fall à Paris
- ◆ 09/12: Mission de Renwick Rose Coordinateur de WINFA
- ◆ 09/12 au 12/12 : mission de Marcos Rochinski, Secrétaire Général de la FETRAF en Belgique
- ◆ 15-17 Décembre 2008 Mission de Mamadou Cissokho et de différents leaders OP à la Conférence de haut niveau « L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique » à Syrte, Lybie

Intervention des partenaires dans différentes enceintes

- ◆ - à la 2e table-ronde du FSB au Parlement fédéral : « L'agriculture dans les institutions financières internationales. Quel rôle pour la Belgique ? » Bruxelles, 17 janvier ;
- ◆ -Intervention de Renwick Rose (Winfa) comme orateur au Brussels Briefing organisé par le CTA sur la crise alimentaire devant un public de plus d'une centaine de décideurs des institutions européennes et des ACP (Bruxelles, 14/10) ;
- ◆ - Samba Gueye participe le 28 février à la plénière de la PFSA et y présente le CNCR et ses positions.
- ◆ - au séminaire "Les exploitations familiales répondent à la crise alimentaire», par le représentant de la FWA (O. Plunus), sur l'expérience d'intégration de l'UE ;
- ◆ -Intervention de Marcos Rochinski dans la Conférence organisée au Parlement belge, intitulée « Agrocarburants: Risques et opportunités pour les organisations paysannes » (9/12 à Bruxelles).
- ◆
- ◆ -Intervention à Paris de Ndiogou Fall et de Philip Kiriro à l'atelier sur la relance des agricultures familiales du Sud et politiques européennes, co-organisé par Coordination Sud et le CSA, à l'occasion de la présidence française.
- ◆ -Intervention à Paris devant les ONG européennes membres du groupe « sécurité alimentaire » de CONCORD (EFSG) et Philip Mikos, chef d'Unité de la DG DEV de Ndiogou Fall sur et de Philip Kiriro sur le CAADP.
- ◆ -Audition publique de Mamadou Cissokho à la Commission Développement du Parlement Européen sur les APE en vue du rapport de Jürgen Schröder (EPP-ED) sur la question et audition de Cissokho à l'occasion de l'échange de vue entre la Commission Développement du PE et Louis Michel sur la mise en place d'une facilité d' 1 milliard d'Euros pour répondre à la flambée des prix alimentaires (14/07, Bruxelles) ;

- ◆ - Interpellation avec Ndiogou Fall des représentants de la Belgique, du Luxembourg du Hub rural et du Commissaire de l'agriculture de la CEDEAO lors du Forum de haut niveau sur le financement des investissements pour l'agriculture en Afrique au Sud du Sahara. L'interpellation porte sur le financement par la Belgique, le Luxembourg et la Commission un programme de la CEDEAO sur l'intégration régionale et les filières vivrières impliquant le ROPPA et le Hub rural

Principaux dossiers qui ont été suivis

- ◆ - "Platform for African – European Partnership on Agricultural Research for Development-Phase 2" (PAEPARD II)
- ◆ - Facilité financière d'un milliard d'euros mise en place par la Commission européenne pour répondre à la flambée des prix alimentaires
- ◆ - Relation entre la DG Agri, l'Union Africaine, les ACP dans le cadre des APE, l'ASEAN, le Mercosur
- ◆ - Programme Initiative Pesticides, mis en œuvre par le COLEACP
- ◆ Food Security Thematic Programme: "SUPPORT TO FARMERS' ORGANISATIONS IN AFRICA"
- ◆ Food Security Thematic Programme : "Appui aux OP des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Asie"
- ◆ Plate-forme Panafricaine – Plate-forme des OP des ACP
- ◆ Accès des réseaux régionaux et des faitière aux ONG européennes CONCORD/EFSG, Coordination Sud, PFSA...
- ◆ Coopération belge - Cabinet du Ministre Michel
- ◆ Préparation de la participation du ROPPA, l'EAFB et la FETRAF à la CNUCED en particulier en ce qui concerne les questions d'accréditation et l'information sur les négociations en cours. Le CSA a facilité en particulier la participation de Mamadou Cissokho à l'atelier «The Great Commodities Game: Developing Countries Fight to Survive While Giant MNCs Thrive» organisé le 19 avril à Accra par le South Center.
- ◆ Filière laitière Rencontre Information mutuelle sur la situation du secteur laitier en Europe et au Brésil. On envisage l'organisation d'une mission conjointe des producteurs laitiers wallons et canadiens au Brésil (FWA et FETRAF)
- ◆ Soutien financier de la DGCD aux conférences de l'EAFB au Rwanda et de la plate-forme Panafricaine en Ethiopie ;
- ◆ Implication de l'EAFB, du ROPPA et de la PROPAC comme point focal pour faciliter les conférences de démarrage du programme tout ACP « matières premières agricoles» ;
- ◆ Participation de l'EAFB dans le programme « Actions d'appui aux Petits Producteurs » de l'Initiative Pesticides (PIP-COLEACP) ;
- ◆ Passage de plusieurs étapes du programme de renforcement des capacités des OP d'Afrique en vue son approbation par EUROPAID pour un montant de 5 millions d'€ dans le cadre du programme FSTP ;
- ◆ Participation des réseaux d'OP et du CSA au programme « Platform for African – European Partnership on Agricultural Research for Development-Phase 2" (PAEPARD II) » ;
- ◆ Prise en compte par le Parlement Européen d'un objectif supplémentaire pour la Facilité financière d'un milliard d'euros mise en place par la Commission européenne pour répondre à la flambée des prix alimentaires

- ◆ Réorientation en faveur des OP de la collaboration entre la DG Agri et l'Union Africaine autour de la participation des OP à la définition et à la mise en œuvre du CAADP.

Plaidoyer

Une partie du travail d'influence sur les décideurs que le CSA poursuit, est souvent entrepris en coalition avec d'autres ONG ou d'autres organisations de la société civile belge. Il s'agit principalement de la plate-forme souveraineté alimentaire, de la Coalition contre la faim, de la plate-forme multiacteurs.

Ce plaidoyer vise à orienter la politique agricole commune, les politiques de coopération vis-à-vis de l'agriculture et des organisations paysannes, et des politiques commerciales en matière agricole.

- ◆ Une délégation de la PFSA (FJA-FWA, FUGEA, Oxfam, SOS Faim, CNCN) a été reçue le 8 mai par le Cabinet de l'agriculture de la RW pour discuter de la position lait de la PFSA et y faire valoir les arguments de la plate-forme concernant la gestions de l'offre et une dérogation aux règles de concurrence pour la recherche d'accords sur la mise en marché négociée.
- ◆ Une délégation conjointe des ONGD, composée du NCOS, de Vredeseilanden, d'Oxfam et du CSA a rencontré le Cabinet du Premier ministre le 23 mai sur la crise alimentaire et les APE avant la Conférence de haut niveau de la FAO à Rome.
- ◆ Suite aux tables rondes organisées par la Coalition contre la faim mais aussi aux rencontres avec la FWA et l'UAW, dans lesquelles le CSA était impliqué, le Cabinet de la Coopération au développement a décidé de mettre en place **une plate-forme multi-acteurs de dialogue autour de la politique belge en matière de coopération agricole**. Le CSA ainsi que la FWA en font partie. La plate-forme vise à dégager des convergences pour l'orientation de la coopération. Une première réunion de la plate-forme multi-acteurs s'est tenue en présence des Ministres de la coopération (C. Michel) et de l'agriculture (S. Laruelle), du nouveau Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation (O. de Schutter) pour préparer le Sommet de la FAO. Le CSA est consulté régulièrement par le Cabinet de la Coopération pour les activités de la plate-forme.
- ◆ Des réunions informelles, avec la Plate-forme souveraineté alimentaire ont également lieu en 2008 avec le Conseiller Général de l'administration Wallonne de l'Agriculture dans le cadre de la préparation de la présidence belge.

Influence et synergie au sein de la société civile

L'implication de la société civile dans les grands dossiers, sociaux, économique, éthique... est reconnue. Elle exerce un pouvoir réel, mais assez dispersé et déséquilibré. Certaines ont une audience et une capacité de lobby bien plus importante que la grande majorité des ONG. Il en va de même pour les différents secteurs, agriculture, environnement, ou encore les consommateurs.

Une partie substantielle du travail d'influence se passe entre organisations, dans la recherche de synergie, de consensus et de convergence.

Le CSA s'implique dans la plate-forme souveraineté alimentaire, dans la Coalition contre la faim, dans CONCORD, dans le Comité international de planification auprès de la FAO et tout récemment dans le réseau wallon pour une alimentation durable.

Plate-forme souveraineté alimentaire

Au total, il y a eu 25 concertations des groupes de travail (GT) de la PFSA pour le lait, le bilan de santé, les agro-carburants et la foire de Libramont; 4 réunions plénières de la PFSA ; 2 réunions des réseaux européens.

Le groupe lait, présidé par le CSA, s'est réuni 7 fois et **le groupe « bilan de santé de la PAC »**, également présidé par le CSA, 11 fois. **Le groupe sur les agro-carburants**, auquel le CSA a participé a tenu 8 réunions.

- ◆ Le GT lait de la PAC de la PFSA a abouti à une position commune en mai 2008, qui a été présentée la proposition au Cabinet du Ministre de l'Agriculture de la RW et l'a envoyé à tous les parlementaires des commissions Agriculture et Affaires étrangères <http://www.csa-be.org/spip.php?article120>. Un argumentaire sur la gestion de l'offre a été produit par le groupe.
- ◆ Le GT « bilan de santé » est arrivé à une position commune provisoire début juin, puis définitive en novembre : « Politique Agricole Commune européenne fondée sur la souveraineté alimentaire » : www.pfsa.be/spip.php?article364

Coalition contre la faim

Le CSA participe au pilotage de la campagne de la Coalition contre la faim et a participé à ce titre à 12 réunions du comité de pilotage. Il a contribué à l'organisation des tables rondes au Parlement belge et au plaidoyer politique. Le CSA a également contribué en groupe de travail restreint ou par mail au pilotage des activités suivantes :

- ◆ Plaidoyer politique de la Coalition Contre la Faim présenté au parlement Fédéral lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation de 2008 : www.pfsa.be/IMG/pdf/pdf_Brunch-positietekst-FR-LR1.pdf
- ◆ Brochure: www.cncd.be/IMG/pdf/jma2008-memorandum.pdf
- ◆ Médias: presse écrite: www.pfsa.be/spip.php?article383; Reportage RTBF OLGA Baillif Emission reflet sud ; Reportage RTL pour l'émission Coûte que coûte sur la crise alimentaire au Sénégal; Film Pédagogique

CONCORD

Auparavant, les positions prises au sein de CONCORD ignoraient largement notre approche des politiques agricoles, mais aujourd'hui de nouvelles perspectives permettent d'envisager de nouvelles positions. La stratégie du CSA est de faire évoluer cette grande machine, avec des composantes très hétérogènes et marquées par une forte influence des ONG anglo-saxonnes et humanitaires, peu enclines à mettre en avant les questions de régulation.

Il s'agit d'y intégrer les points de vue des organisations agricoles du sud en y organisant la participation de représentants d'OP.

- ◆ Le groupe sécurité alimentaire (EFSG) de CONCORD s'est réuni en plénière à l'occasion d'un séminaire co-organisé par le CSA.
- ◆ Lors du Forum sur l'Alimentation, le Commerce et l'Agriculture organisé par CONCORD du 10 au 11 mars, l'EFSG a inscrit nos thèmes dans ses priorités de travail pour 2008 et 2009.
- ◆ Collaboration avec la Commission « agriculture et alimentation » de Coordination Sud dans le cadre de la présidence française de l'UE, pour le pilotage de la conférence du 16 septembre sur la « Cohérence des politiques européennes et relance des agricultures familiales du Sud ». Le CSA y a également invité ses partenaires (ROPPA, EAFF).

- ◆ Position du groupe sécurité alimentaire de Concord (EFSG) sur l'initiative de la Commission Européenne de créer une facilité financière pour répondre à la crise alimentaire rédigé sur base d'une note du CSA : L'afflux massif de fonds et de nouveaux acteurs nécessite un effort de gouvernance, www.csa-be.org/spip.php?article472
- ◆ Le CSA avec le mandat de l'EFSG de CONCORD, a participé au "write shop" de PAEPARD à Accra du 28 septembre au 01 octobre. Cela a permis de lancer toute une dynamique de prise de contrôle par les OP du processus de choix des financements en matière de programmes de recherche agricole.
- ◆ Le CSA a aussi participé à la journée d'étude de la plate-forme belge de CONCORD « L'Europe au coin de ma rue » (Bruxelles, 21 novembre).

Réseau wallon pour une alimentation durable

Le CSA a participé, en synergie avec les UAW, aux comités de pilotage pour la mise en place **d'un réseau wallon pour une alimentation durable**. Les autres organisateurs sont le CRIOC et IEW. Il a aussi co-organisé la journée préparatoire au lancement du réseau en Région Wallonne, qui s'est tenue le 27 novembre sous le titre « Un Réseau wallon pour une alimentation durable. Gadget inutile ou outil indispensable ? ».

Réseau SA en lien avec la FAO

Le travail au sein de ce réseau contribue à renforcer la concertation de divers secteurs et de maintenir un espace (européen) de dialogue acquis à la FAO par les organisations de la société civile, depuis 1996. Il s'agit de promouvoir la souveraineté alimentaire et le bien-fondé de politique agricole correctement instrumentées.

Le CSA a participé à la Consultation de Haut Niveau (CHN) de février sur les changements climatiques et les agro carburants, à la CHN de juin (qui était plus axée sur la crise des prix alimentaires), au Comité sécurité alimentaire (octobre), au cours duquel la réforme de la FAO a été discutée au sein de la société civile.

Le CSA a organisé la consultation entre la FAO et la société civile de la région Europe lors de la conférence régionale de la FAO à Innsbruck les 23 et 24 juin. Quarante de participants de différents pays européens ont pris part à la Consultation. Les participants ont élaboré des déclarations qui ont été présentées au cours de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe : <http://www.csa-be.org/spip.php?article127>.

Le renforcement de la collaboration avec les organisations des PECO a en particulier été réalisé par la recherche de financements complémentaires indispensables à la participation de la plupart de ces organisations.

Contribution à la réunion du réseau d'ONG européennes partenaires de la Via Campesina Europe à Paris le 6 décembre.

Concertation entre les organisations agricoles

La concertation entre les organisations agricole est sans nul doute de première importance si l'on veut que les agriculteurs bénéficient de politiques qui prennent en compte les exploitations familiales et assure leur pérennité. Des grands réseaux existent, tel la FIPA et Via Campesina. Leurs membres ont même parfois une double appartenance, mais de nombreuses organisations sont orphelines. Quand bien même, la dispersion

géographique et l'ampleur de la tâche si vaste que les appuis en la matière sont appréciables. L'agriculture familiale a besoin de se rassembler, prise en tenaille par les grandes entreprises en amont et en aval de la production et les politiques de dérégulation.

- ◆ Lors du Forum Paysan du FIDA (Rome, 10-15 février), une concertation a été organisée entre l'AFA (Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development) et le CNCR/ROPPA. Il s'agissait d'échanger les expériences des deux réseaux en matière de travail sur la question de l'intégration régionale tant au niveau de la CEDEAO que de l'ASEAN et de mieux connaître le travail effectué par le ROPPA dans le cadre des APE. Il s'agissait également d'envisager la possibilité d'un échange entre l'AFA et le ROPPA sur le mode de celui organisé entre le CNCR/ROPPA et la Fetraf.
- ◆ Le Congrès de l'UAW s'est tenu le 7 mars sur le thème: « Vivre d'une agriculture durable, nourricière et solidaire : réalisme ou utopie ? L'Union des Agricultrices Wallonne vous invite à y réfléchir avec elle ». Pour l'UAW, ce congrès représente l'aboutissement de trois années de réflexion sur les thèmes de la mondialisation, des changements climatiques (traité en 2007) et de la souveraineté alimentaire. Le CSA y a contribué et était présent lors du congrès avec des représentants d'OP qui y ont apporté leurs contributions : producteurs laitiers canadiens et Plateforme paysanne du Niger (Intervention filmée de Djibo Bagna).
- ◆ Rencontre sur la filière laitière entre la FETRAF, la FWA, l'UAW et le FJA Union des Agricultrices Wallonnes. Information mutuelle sur la situation du secteur laitier en Europe et au Brésil.
- ◆ Le dialogue sur les échanges FJA / CEJA et le Collectif des jeunes du Mercosur se sont poursuivis à l'occasion des visites de Rochinski (Fetra) en février et en décembre 2008. Lors des réunions de février et de décembre le point a été fait sur le programme à introduire auprès de l'UE et sur les questions de formation des jeunes responsables agricoles.
- ◆ Les réseaux régionaux d'OP d'Afrique se sont regroupés au sein d'une plate-forme panafricaine. Le CSA a été associé à chacune des étapes du processus. Le rôle du CSA a notamment consisté à faciliter la concertation entre les réseaux régionaux africains et entre ces réseaux et les réseaux des Caraïbes. Plusieurs rencontres ont été facilitées par le CSA entre les responsables de la Winfa et les réseaux africains, dont la participation de deux représentants de la Winfa à la rencontre de lancement de la Plate-forme Panafricaine à Addis Abeba.
- ◆ Organisation d'une réunion entre le CNCR/ROPPA et le COPA. Lors de cette réunion le COPA propose aux Plates-formes d'OP Ouest africaines (Sénégal, Niger, Burkina, Mali) et au ROPPA une collaboration avec les Organisations agricoles espagnoles sur le coton et la Coopération espagnole.
- ◆ Le Congrès de l'EAFB : Le Congrès de l'EAFB s'est tenu du 24 au 27 novembre à Kigali au Rwanda. Yves Somville, directeur de la FWA et un représentant du CSA y ont présenté l'expérience des OP européenne en matière d'intégration régionale et de dialogue social. Organisation d'échanges avec les plates-formes nationales d'OP du Rwanda, du Burundi, du Congo et de Tanzanie. En particulier une proposition de collaboration a été faite par la FWA et par le CSA aux OP du Congo, du Burundi et du Rwanda.
- ◆ Le processus de la déclaration Dakar : le Comité de pilotage (CEVC, CBB, FETRAF, CNCR/ROPPA) au vu de la situation des hauts prix agricoles et des propositions faites pour solutionner la crise prépare un séminaire international qui aura lieu en mai 2009.

Appui aux organisations agricoles du sud

Le CSA collabore avec les organisations agricoles depuis 1986, soit peu de temps après sa création. Les formes de cette collaboration se sont étendues au fil des années. Il n'est pas toujours facile de distinguer les activités d'appui, de celle conjointes qui vise à influencer les politiques agroalimentaires. Dans cette partie, nous plaçons les activités qui concernent plus spécifiquement le fonctionnement des organisations paysannes. Il s'agit de leur fournir de l'information, une amélioration de leur système de communication, basée sur les nouvelles technologies de l'information et un appui au réseautage.

Veille d'information destinée aux OP

Une veille d'information sur les politiques agricoles et commerciales ainsi que sur les politiques de coopération vise à renforcer les capacités des OP dans le développement des stratégies et des propositions de politiques.

La communication avec les OP autour de cette veille d'information se passe par mail, conversation skype et lors de réunions. La formule forum électronique s'avère pour le moment peu fonctionnelle.

- ◆ Travail d'information à Rome au Sommet de la FAO avec Ndiogou Fall, président du ROPPA sur ses interventions au sein d'atelier et auprès des médias et au lobby à entreprendre vis-à-vis des délégations Africaines quant au document officiel en négociation.
- ◆ Préparation avec Ndiogou Fall, président du ROPPA, de sa contribution au débat mené en Autriche sur la nouvelle révolution verte pour l'Afrique dans le cadre d'une conférence organisée par la fondation Bill Gates (avril 2008)
- ◆ Préparation de la déclaration du ROPPA sur la crise agricole et en particulier intervention de Mamadou Cissokho dans son intervention d'ouverture à la conférence d'Addis Abeba (mai 2008)
- ◆ Préparation de l'intervention de Cissokho au débat organisé par le South Center à la conférence de la CNUCED à Accra (avril 2008)
- ◆ Préparation de l'intervention de Mamadou Cissokho (président d'honneur du ROPPA) à l'atelier de lancement du programme matière première agricole à Dakar (juin 2008)
- ◆ "Platform for African – European Partnership on Agricultural Research for Development-Phase 2" (PAEPARD II)
- ◆ Facilité financière d'un milliard d'euros mise en place par la Commission européenne pour répondre à la flambée des prix alimentaires
- ◆ Relation entre la DG Agri, l'Union Africaine, les ACP dans le cadre des APE, l'ASEAN, le Mercosur
- ◆ Programme Initiative Pesticides, mis en œuvre par le [COLEACP](#)
- ◆ FSTP: "SUPPORT TO FARMERS' ORGANISATIONS IN AFRICA"
- ◆ FSTP: "Appui aux OP des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Asie"
- ◆ Coopération belge - Cabinet du Ministre Michel

Améliorer les capacités des OP dans l'utilisation des NTIC

- ◆ Hébergement et maintenance des sites <http://www.cncr.org> ; www.roppa.info ; <http://www.cnop-mali.org> ; www.pfpniger.org ;
- ◆ Aide en ligne pour l'utilisation du système de publication décentralisée sites et du courrier électronique ;
- ◆ Modification des pages du site de la plate-forme des OP du Niger et mise en ligne d'articles (à la demande);
- ◆ Maintenance des courriers électroniques attachés à chacun des sites ;

- ◆ Maintenance à distance du serveur local CNCR/Asprodeb

Appui au ROPPA dans l'organiser d'ateliers

- ◆ En avril 2008, le CSA a participé à l'élaboration des TDR et du programme de l'atelier de l'EAFD sur le CAADP qui s'est tenu au Rwanda en novembre et auquel ont participé le CSA, La FWA et le ROPPA.
- ◆ Le CSA a également appuyé le ROPPA et l'EAFD lors d'un « write shop » qui s'est déroulé à Accra (Ghana septembre 2008) afin de rédiger un programme d'appui à la mise en place d'une plate-forme Europe-Afrique des différentes parties prenantes à la recherche agricole pour le développement (PAEPARD II).
- ◆ Le CSA apporte en décembre 2008 un appui au CNCR sur l'organisation d'un atelier sur « La crise alimentaire : les voix paysannes vers les voies de la souveraineté alimentaire ». L'atelier s'est déroulé à Dakar le 9 janvier 2009).

Appui au réseau d'OP des ACP

Le CSA a appuyé le ROPPA et les autres réseaux OP des ACP dans la rédaction d'un programme visant à « Renforcer le rôle des OP dans la gouvernance des politiques agricoles et de leur financement en faveur de l'agriculture familiale ». Ce programme a ensuite été repris par le FIDA et soumis à l'UE qui a accepté de le financer pour renforcer 4 réseaux d'OP africaines (ROPPA, PROPAC, EAFD et SACAU). Un appui au travail mené par le président d'honneur du ROPPA pour la reconnaissance d'une plate-forme des OP des ACP a été apporté par le CSA par le financement de missions, le relais vers les réseaux, les prises de rendez-vous avec le Secrétariat ACP ont été faites en collaboration avec le représentant de la FAO.

Le CSA a également servi tout au long de 2008 de secrétariat décentralisé à Mamadou Cissokho, le coordinateur de la plate-forme Panafricaine. En particulier nous avons été chargés de faciliter le dialogue permanent entre têtes de réseau au moyen de différents outils de communication bilingues.

Collaboration avec la FJA (wallonne)

Pour le « cycle de formation de jeunes agriculteurs responsables ou futurs responsables d'organisations agricoles » des FJA, le CSA a travaillé avec le FJA à la conception de l'ensemble du cursus, incluant l'organisation d'échanges d'expériences de formation entre les jeunes. Le CSA a produit les syllabus sur les thématiques qu'il allait aborder dans ses formations avec la FJA.

Ressources humaines

Le CSA dispose de 6 postes de travail, représentant 5 équivalents temps plein (4 temps plein et 2 mi temps).

L'équipe des permanents est composée de 3 chargés de programme, d'une assistante administrative et logistique à temps plein, d'un(e) chargé(e) de projets et d'un informaticien webmaster à mi-temps.

.

Financement des activités

| Sources du financement | | 2008 | 2007 |
|--------------------------------------|--|----------------|----------------|
| Subventions | | | |
| Région Wallonne | | | 10 004 |
| CGRI | | 5 000 | |
| Fédéral DGCD | | 172 000 | 200 202 |
| Aide à l'emploi | | 30 289 | 32 638 |
| Subside Union Européenne | | 78 824 | 109 223 |
| FIDA | | 37 726 | |
| CTA | | | 7 460 |
| Total subventions | | 323839 | 359527 |
| Prestations | | 19 924 | |
| Contributions de tiers aux activités | | 18036 | 36744 |
| | | | |
| Total | | 361 799 | 396 271 |

Comptes annuels

Bilan

| | 31/12/2008 | 31/12/2008 | 31/12/2007 | 31/12/2007 |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Actif | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | 50 | | 50 | |
| INST, MACHINES, OUTILLAGE | 3 100 | | 3 035 | |
| MOBILIER ET MATERIEL ROULANT | 37 | | 0 | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORP | 3 450 | | 3 450 | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 5 793 | | 5 696 | |
| CREANCES COMMERCIALES | 20 142 | | 22 458 | |
| AUTRES CREANCES | 7 564 | | 26 366 | |
| COMPTE DE REGULARISATION DE L'ACTIF | 2 851 | | | 0 |
| DEPOTS A TERME | 0 | | 80 | |
| ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 47 011 | | 35 147 | |
| CAISSES | -374 | | -275 | |
| TRANSFERTS DE FONDS INTERNES | 643 | | 643 | |
| | | | | |
| Total Actif | 90 267 | | 96 650 | |
| | | | | |
| Passif | | | | |
| BENEFICE REPORTE(E) | | 24 103 | | 16 461 |
| DETTES COMMERCIALES | | 24 216 | | 32 331 |
| DETTES FISC, SALARIALES & SOC | | 41 765 | | 47 675 |
| DETTES DIVERSES | | 183 | | 183 |
| | | | | |
| Total Passif | | 90 267 | | 96 650 |

Comptes de résultats

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|----------|--------------------|
| Produits et charges d'exploitation | | | |
| Marge brute d'exploitation (+)/(-) | 9900 | 250 597 | 238 700 |
| Ventes et prestations* | 70/74 | 363 658 | 397 869 |
| Chiffre d'affaires* Erreur ! Signet non défini. | 70 | 19 924 | |
| Cotisations, dons, legs et subsides* Erreur ! Signet non défini. | 73 | 323 839 | 359 526 |
| Approvisionnements, marchandises, services et biens divers* Erreur ! Signet non défini. | 60/61 | 113 061 | 159 169 |
| Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-) | 62 | 239 413 | 246 670 |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | 630 | 2 110 | 1 507 |
| Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-) | 635/8 | | - 8 731 |
| Autres charges d'exploitation | 640/8 | 792 | 4 340 |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-) | 9901 | 8 282 | - 5 086 |
| Produits financiers | 75 | 241 | 91 |
| Charges financières | 65 | 625 | 1 132 |
| Bénéfice (Perte) courant(e) (+)/(-) | 9902 | 7 898 | - 6 127 |
| Produits exceptionnels | 76 | 125 | 1 744 |
| Charges exceptionnelles | 66 | 381 | 5 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-) | 9904 | 7 642 | - 4 388 |

Glossaire des sigles et signes

| | |
|----------------|---|
| ACP | Afrique Caraïbes Pacifique |
| AIAB | Associazione Italiana Agricoltura Biologica |
| ANPF | Association Nationale des producteurs fermiers |
| APGT | Approche participative et gestion des terroirs |
| APAQW | Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité |
| APE | Accord de partenariat économique UE-ACP (volet commercial de l'Accord de Cotonou) |
| APP | Assemblée parlementaire paritaire (UE-ACP) |
| APRODEV | Association of World Council of Churches related Development Organisations in Europe |
| ASPRODEB | Association sénégalaise pour la promotion des petits projets de développement à la base |
| AUCS | Associazione Universitaria per la Cooperazione e lo Sviluppo |
| BM | Banque Mondiale |
| CBB | Confédération belge des betteraviers |
| CE | Commission Européenne |
| CEDEAO | Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest |
| CEJA | Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs |
| CIBE | Confédération internationale des betteraviers européens |
| CIP | Comité International de planification de la société civile auprès de la FAO et des NU |
| CIPSI | Coordinamento di Iniziative Popolari di Solidarietà Internazionale |
| CISV | Comunità Impegno Servizio Volontariato |
| CEJA | Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs |
| CFSI | Comité Français de Solidarité Internationale |
| CIBE | Confédération internationale des betteraviers européens |
| CIC | Centro Internazionale Crocevia |
| CMT | Confédération mondiale du travail |
| CNCD | Centre National de Coopération au Développement |
| CNCR | Conseil National de Coopération et de Concertation des Ruraux |
| CNOP | Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali |
| CONCORD | Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement |
| COAG | Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganadores del Estado Espagnol |
| COPA | Comité des Organisations Professionnelles Agricoles Européennes |
| COSPE | Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti |
| CPE | Coordination paysanne européenne |
| CRA | Centre de recherche agronomique |
| CRBM | Campagne de Réforme de la Banque Mondiale |
| CSA | Collectif Stratégies Alimentaires |
| CTA | Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE |
| DINFEL | Directoire national des femmes en élevage |
| EAFF | East African Farmers Federation |
| ECOWAP | Politique agricole commune de l'Afrique de l'Ouest |
| EED | Evangelische Entwicklungsdienst |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation |
| FETRAF | Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar |
| FETRAF Sul/CUT | Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar da Região Sul |

| | |
|---------|--|
| FIARA | Foire Internationale Agricole et Rurale Africaine |
| FIDA | Fonds international de développement agricole |
| FIPA | Fédération Internationale des producteurs agricoles |
| FJA | Fédération des Jeunes Agriculteurs de Wallonie |
| FOPES | Faculté ouverte pour les sciences politiques, économiques et sociales (Université Catholique de Louvain) |
| FSTP | Food Security Thematic Programme |
| FUGEA | Fédération Unie des groupements d'éleveurs et d'agriculteurs |
| FWA | Fédération Wallonne de l'Agriculture |
| GDPRD | Global Donors Platform for Rural Development |
| GESA | Groupe de travail européen sur la sécurité alimentaire (CONCORD) |
| GRET | Groupe de recherche et d'échanges technologiques |
| IATP | Institute for Agriculture and Trade Policy |
| ICTSD | International Centre for Trade and Sustainable Development |
| JA | Jeunes Agriculteurs |
| JMA | Journée mondiale de l'alimentation |
| MAE MAE | Mouvement pour l'agriculture équitable |
| MST | Mouvement des Sans terres |
| NEPAD | Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique |
| NU | Organisation des Nations Unies |
| OCM | Organisation commune de marché |
| OGM | Organisme génétiquement modifié |
| OMC | Organisation Mondiale du Commerce |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ONGD | Organisation Non Gouvernementale de Développement |
| OP | Organisation Paysanne |
| OPA | Organisation Professionnelle Agricole |
| PAC | Politique agricole commune (européenne) |
| PECO | Organisation des Pays Est et Centre Européens |
| PFESA | Plate-forme européenne pour la souveraineté alimentaire |
| PFSA | Plate-forme pour la souveraineté alimentaire |
| PMA | Pays moins avancé |
| PROPAC | Plate-forme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale |
| PSAOP | Projet des Services Agricoles et des Organisations de Producteurs |
| PVD | Pays en Voie de Développement |
| ROPPA | Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest |
| SACAU | South African Confederation of Agricultural Unions |
| SMA | Sommet Mondial de l'Alimentation |
| UAW | Union des agricultrices wallonnes |
| UE | Union européenne |
| UEMOA | Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest |
| UK FG | United Kingdom Food Group |
| Wervel | Werkgroep voor een rechtvaardig en verantwoord landbouw |
| VAC | Vlaams agrarisch centrum |
| VODO | Vlaams overleg voor een duurzaam ontwikkeling |
| WERVEL | Werkgroep voor een rechtvaardig en verantwoord landbouw |
| WINFA | Windward Island Farmers Association |

Personnes de contact

Daniel Van Der Steen, coordinateur, tél. 02/412 06 63 ;

Courriel : daniel.vandersteen@csa-be.org

Alex Danau, administrateur, tél. : 02/412 06 62 ;

Courriel: alex.danau@csa-be.org

184D, Bld Léopold II, 1080 Bruxelles, tél. : 02/412 06 60, fax: 02/412 06 66